

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

DOPAGE: LA FEDERATION CYCLISTE ITALIENNE SOUHAITE DES PEINES PLUS SEVERES

The Canadian Press – 14/04/2011

MILAN — La Fédération italienne de cyclisme souhaite que les sanctions pour dopage aient plus de mordant. C'est ce qui est ressorti jeudi d'une réunion d'urgence tenue par ses membres.

La fédération nationale souhaite que les suspensions pour dopage passent de deux à quatre ans et veut que le directeur d'équipe et les autres membres de l'écurie soient suspendus indéfiniment dans le cas d'une première faute. Dans le cas d'une deuxième faute, c'est une suspension à vie que désire la fédé italienne.

Ces propositions pourraient être entérinées lors de sa prochaine réunion du conseil, le 4 mai, trois jours avant le lancement du Giro d'Italia.

Ces annonces surviennent deux jours après que président du Comité olympique italien, Giovanni Petrucci, eut déclaré que le dopage est si répandu dans le cyclisme que la fédération devait dire aux équipes de «cesser cette pratique, parce que personne ne (vous) croit plus».

DOPAGE : PERQUISITION CHEZ KATUSHA

Ouest-France - 14 avril 2011

Les carabiniers ont effectué jeudi une perquisition au quartier général italien de l'équipe cycliste Katusha à Lonato, sur le Lac de Garde, et ont saisi les passeports biologiques de cinq coureurs, a annoncé la formation russe.

« Les gendarmes se sont limités à demander les passeports biologiques de cinq coureurs, dont l'un n'est plus licencié dans notre équipe, annonce Katusha dans un communiqué. Nous avons bien sûr offert notre totale collaboration, confiant aux gendarmes les documents demandés. »

L'équipe russe compte parmi ses coureurs l'Espagnol Joaquin Rodriguez, les Italiens Filippo Pozzato, Luca Paolini et Danilo Di Luca, et les Russes Alexander Kolobnev et Vladimir Karpets.

DOPAGE: PERQUISITION AUPRES DE L'EQUIPE LAMPRE EN ITALIE

L'Express - 15/04/2011

ROME - Les carabinieri ont effectué une perquisition sur le lieu d'entraînement de l'équipe cycliste italienne Lampre sur le Mont Etna, jeudi, jour où une autre perquisition a eu lieu en Italie, auprès de la formation russe Katusha, sur le Lac de Garde, a annoncé vendredi l'équipe Lampre.

"Un contrôle a été effectué à l'hôtel Corsaro di Nicolosi, sur le Mont Etna, où Michele Scarponi participe à un stage organisé par l'équipe", a annoncé vendredi l'équipe Lampre, citant elle-même le nom de son coureur Scarponi, qui s'entraînait sur les pentes du volcan où doit se courir la 9e étape du Giro-2011, le 15 mai.

"Des sachets d'anti-inflammatoires communs (Oki), du lait en poudre et des barres énergétiques Enervit ont été prélevés", a précisé la formation italienne dans son communiqué, ajoutant que "les opérations se sont déroulées dans un climat de cordialité et de collaboration."

Scarponi, 4e du Giro en 2010, a été suspendu 13 mois en 2007 et 2008 dans le cadre de l'opération Puerto (scandale de dopage mis au jour en 2006, principalement dans les milieux du cyclisme).

La Lampre est par ailleurs visée par une enquête pour dopage à Mantoue, close le 8 avril et impliquant des dirigeants et des coureurs, comme les Italiens Damiano Cunego et Alessandro Ballan et le Danois Michael Rasmussen (ces deux derniers n'étant plus dans cette équipe: Ballan chez BMC et Rasmussen chez Christina Watches).

Le même jeudi en Italie, mais à Lonato, sur le Lac de Garde, des carabinieri ont effectué une perquisition auprès d'une autre équipe cycliste, la russe Katusha.

"Les gendarmes se sont limités à demander les passeports biologiques de cinq coureurs, dont l'un n'est plus licencié dans notre équipe", a annoncé Katusha dans un communiqué.

"Nous avons bien sûr offert notre totale collaboration, confiant aux gendarmes les documents demandés", a précisé l'équipe russe, qui compte parmi ses coureurs l'Espagnol Joaquin Rodriguez, les Italiens Filippo Pozzato, Luca Paolini et Danilo Di Luca.

Selon la Gazzetta dello sport de vendredi, les cinq coureurs en questions, tous Russes, sont Alexander Kolobnev, Vladimir Karpets, Mikhail Ignatiev, Vladimir Gusev et Evgeni Petrov (qui n'est plus chez Katusha mais Astana).

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

UNE ASSEMBLEE DU SPORT POUR IMPULSER UNE VERITABLE POLITIQUE DU SPORT

News Press (Communiqué de presse) - 15/04/2011

Chantal Jouanno a réuni, à l'Institut océanographique le 29 mars, les acteurs du monde sportif pour réfléchir à la définition d'une Assemblée du sport dont la mission sera de répondre aux différents enjeux sociétaux et économiques du sport.

Quel est l'enjeu de la future Assemblée du sport ?

Repenser la manière de construire la politique du sport, en définissant avec tous les acteurs du monde sportif(1) la répartition des prérogatives et des responsabilités des différentes instances pour mettre en oeuvre les priorités nationales. Prévue pour être opérationnelle en septembre prochain, cette nouvelle instance inscrit son action dans la durée. "À partir de septembre, on [grave] l'Assemblée dans le marbre pour suivre les actions. [Ce sera] un système de dialogue permanent pour faire évaluer et faire évoluer le sport", a déclaré Chantal Jouanno.

La ministre rappelle que les Français sont demandeurs d'activité physique. Ils sont 65 % à pratiquer une activité sportive au moins une fois par semaine. Aujourd'hui, le sport ne se réduit pas à la haute compétition. C'est un enjeu de société dont les aspects sont autant sanitaires que sociaux, ou éthiques. Sans compter l'apport du sport en termes d'activité économique et de création de richesses et d'emplois.

En impulsant une politique du sport en France qui fédère l'ensemble des acteurs du monde sportif autour d'une nouvelle gouvernance, Chantal Jouanno a pour ambition d'inscrire le sport dans un véritable projet sociétal prenant en compte tous ses aspects. Une volonté partagée par tous : "On n'est pas dans un domaine régalien pur. [...] Dans le domaine sportif, les clivages politiques sont extrêmement faibles. On a tous la même volonté", se félicite Chantal Jouanno.

Le temps de la réflexion et de l'action

De mars à juin, une réflexion est menée sur les axes prioritaires d'action. Cinq collèges représentant les parties prenantes - État, élus locaux et parlementaires, entreprises, mouvement sportif, société civile - examinent les six axes d'action identifiés avant la mise en place de la future Assemblée du sport en septembre prochain.

Le sport pour tous

"La promotion et le développement des activités physiques et sportives pour tous, notamment pour les personnes handicapées, sont d'intérêt général", indique la loi (code du sport). L'offre d'infrastructures sportives doit ainsi répondre à la demande de tous les publics et donner plus de possibilités aux personnes handicapées de faire du sport pour les aider à construire leur épanouissement. En tant que facteur d'intégration sociale, il convient d'accorder une place privilégiée à la pratique sportive d'insertion, notamment pour les jeunes filles de quartiers, "parce que c'est un facteur d'émancipation", précise la ministre.

Les valeurs du sport : le sport sain et éthique.

Pour Chantal Jouanno, le combat des valeurs constitue un enjeu majeur "car le sport est un espace d'éducation, de tolérance, de respect. [Il faut] répondre aux défis de la discrimination, de la violence..." Une campagne est actuellement en cours pour lutter contre les phénomènes de violence et de discrimination dans les stades de football. La ministre annoncera, le 23 avril, un plan de lutte 2011-2014 contre le dopage et le trafic de produits dopants. Enfin, l'arrivée des paris sportifs peut s'avérer être une menace pour l'éthique : afin de lutter contre des dérives qui porteraient atteinte aux valeurs du sport, Chantal Jouanno a retenu plusieurs propositions du rapport de l'Autorité de régulation des jeux en ligne.

Le sport de haut niveau

La France fait partie des cinq premières nations mondiales. Pour rester parmi les meilleurs, il convient de développer les moyens et les partenariats existants. Autre fierté du ministère des Sports : la politique du "double projet" des sportifs de haut niveau menée depuis 30 ans, qui leur permet de développer leur potentiel de performance tout en poursuivant une formation professionnelle. Un modèle français qui "fait l'objet d'un consensus au niveau communautaire", précise le ministère.

L'emploi et la formation

Les emplois dans le domaine du sport ce sont les 110 000 éducateurs sportifs mais aussi les 55 000 emplois de personnels de l'Etat et des collectivités locales, auxquels il faut ajouter les 70 000 emplois dans les secteurs périphériques (conception et construction de matériels...). Pour le ministère, il convient de conforter la professionnalisation des personnels, notamment au sein des associations(2). Le nombre des pratiques évoluant, une attention particulière doit être portée à l'émergence de nouveaux emplois.

L'économie du sport

Le sport est un véritable créateur de richesses : services, rencontres, spectacles, articles de sport... En 2008, la dépense sportive en France a représenté 1,75 % du PIB (33,9 milliards d'euros). Une dépense(3) qui va croissant :

2

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

+ 39 % entre 2000 et 2008. Le ministère fait un constat : le modèle économique du sport dans toutes ses formes est à repenser collectivement. La France doit se doter d'un parc moderne d'infrastructures sportives répondant aux besoins des compétitions nationales et internationales tout en contribuant à l'aménagement du territoire et aux nouvelles normes environnementales.

La gouvernance du sport

L'enjeu de la réflexion est de déterminer les périmètres et les responsabilités de tous les partenaires concourant à l'organisation du sport en France au sein de cette nouvelle gouvernance du sport. Une rénovation de la gouvernance qui doit reposer sur la spécificité du "modèle sportif français" énoncé par le code du sport : "la promotion et le développement des activités physiques pour tous sont d'intérêt général."

PLOEMEUR (56). EFFINOV SE LANCE DANS LA NUTRITION

Le Télégramme - 16 avril 2011

Boissons diététiques, vitamines... Effinov Nutrition est le dernier né sur le marché des compléments alimentaires. Et cette société de Ploemeur tente de se distinguer.

Une bonne assiette de pâtes la veille d'un effort prolongé, et le tour est joué. Anthony Berthou, nutritionniste de métier, et ancien sportif de haut niveau (équipe de France junior de triathlon) en rigolerait presque de ces recettes éculées. «C'est un leurre d'imaginer que chacun a besoin des mêmes apports journaliers en vitamines, minéraux et protéines».

Anthony Berthou, qui intervient de longue date auprès de l'équipe de France de cyclisme sur piste, et des fédérations nationales de trail et de triathlon, sait qu'il n'est pas vain de sensibiliser les sportifs à leur hygiène nutritionnelle. Car étonnamment, le degré d'informations des athlètes dépasse rarement celui du joggeur du dimanche. «Je leur répète que pour être performant, il faut être en bonne santé». Indiquant par là que les produits d'appoint ne sont guère la panacée dès lors qu'ils masquent des lacunes en termes de nutrition. Son concept, au contraire, s'appuie sur la résolution des troubles digestifs, «à l'origine de blessures récurrentes».

70 références

En investissant plusieurs centaines de milliers d'euros dans Effinov Nutrition en juin 2010, le Ploemeurois est allé au bout d'une démarche qui déborde le cadre sportif. «Effinov est une réflexion globale pour la santé. J'y inclus également les problématiques de l'obésité». D'où la nécessité d'établir un diagnostic avant toute prise de produits.

Il en a tiré une méthode (Effinut), qui a déjà séduit des professionnels de santé. Ses produits (certifiés anti-dopage), élaborés sous son contrôle par des laboratoires, ont été primés en 2010 par le ministère de la Recherche. Effinov commercialise 70 références (boissons, pains, boules de soja, vitamines...). Tous conformes à ses conseils nutritionnels et idéals pour un régime ou pour booster ses performances. Le premier bilan n'est pas bouclé que déjà la société vise le marché européen. Cinq nouveaux collaborateurs vont rejoindre l'équipe (huit au total).

«Je n'ai pas de produits miracles. Leur qualité est de respecter la physiologie naturelle». Pas besoin donc, à l'instar de ses concurrents, de convoquer des stars de l'athlétisme pour vanter ses produits. «Je préfère le bouche-à-oreille», indique le jeune chef d'entreprise, déjà en quête de nouveaux locaux dans le pays de Lorient.

INSPECTION ET CONTROLE VETERINAIRE

Le Parisien - 17.04.2011

C'est le passage obligé pour tous les participants. Dès leur arrivée, les chevaux sont contrôlés une première fois. Avant l'épreuve, les concurrents repassent devant un inspecteur chargé de vérifier l'exactitude de leur livret de signalement. Le but? S'assurer que le cheval présenté correspond bien à celui engagé.

Grâce aux nouvelles technologies, chaque cheval possède une puce électronique. Véritable carte d'identité insérée sous la peau de l'animal, il suffit d'un simple lecteur placé au-dessus de la zone d'implantation pour lire sa fiche technique. En cas de victoire, et parfois de manière impromptue, les services vétérinaires effectuent un prélèvement d'urine et de sang pour déceler également toute tentative de dopage. Un endroit sous très haute surveillance...

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

MCQUAID SOUHAITE REFORMER LE CODE ANTIDOPAGE

Cyclism'Actu - 17/04/2011

En parallèle de l'affaire de dopage qui concerne quatorze coureurs de la Lampre-ISD, Pat McQuaid a fait part de ses attentes quant aux suspensions de deux ans : "J'ai souvent dit que je soutenais le fait d'augmenter les suspensions de deux à quatre ans dans des cas particulièrement graves.", déclare le président de l'Union Cycliste Internationale.

"Cela fait partie du Code mondial antidopage et s'il y a des divergences entre le code mondial et les lois dans les différents pays, nous avons la possibilité de demander des peines plus sévères.", a-t-il ajouté. "En Italie, il y a une enquête sérieuse et une réforme en cours, mais il reste beaucoup à faire.", estime McQuaid.

Le président de l'UCI ne compte pas s'arrêter là. Il voudrait adopter une autre mesure qui risque d'en faire râler certains : la suppression des seringues dans le cyclisme : "J'espère que cela pourra devenir une règle du Code de l'Antidopage. C'est fondamental pour réduire la dépendance à cette médicalisation. On n'a pas besoin de se faire piquer pour devenir un cycliste professionnel", conclut McQuaid.

ONZE CAS SE SONT REVELES POSITIFS EN 2010

TSR.ch - 18.04.2011

Corinne Schmidhauser, Martial Saugy et Mattias Kamber affichent un certain optimisme. [Peter La fondation suisse contre le dopage, Antidoping Suisse, s'est réjoui de la diminution des contrôles positifs en 2010 lors d'une conférence de presse à Ittigen. L'an passé, onze cas se sont révélés positifs.

Antidoping Suisse a affiché un certain optimisme lors de sa conférence de presse annuelle à Ittigen, près de Berne. L'organe s'est notamment réjoui de la diminution sensible du nombre de contrôles positifs. Onze cas ont été décelés l'an dernier contre 24 en 2009. Le principal problème en Suisse concerne toujours le dopage dit récréatif, puisque plus de la moitié des cas positifs ont révélé la prise de cannabis.

Antidoping Suisse a procédé à un nombre record de contrôles l'an dernier.

Sur les 2734 tests effectués en grande partie hors compétition -, 443 ont été des contrôles sanguins. "Nous avons apporté la preuve que nous utilisons la contribution financière supplémentaire allouée par la Confédération de manière ciblée. La lutte contre le dopage en Suisse a de nouveau considérablement gagné en crédibilité", s'est félicitée Corinne Schmidhauser, présidente du Conseil de fondation.

Cet effort a un coût. "Les contrôles sanguins sont onéreux. Ils exigent, par ailleurs, un personnel spécialement formé à cet effet ainsi qu'une attention extrême au niveau de la logistique", explique Antidoping Suisse dans son communiqué. "Les échantillons sanguins doivent, par exemple, toujours être réfrigérés et séparés des échantillons d'urine, lors du transport. Les résultats d'analyse doivent, par ailleurs, être connus au plus tard 36 heures après le prélèvement", détaille Mattias Kamber, le directeur de l'organe.

E-Lessons pour prévenir

Antidoping Suisse insiste également sur sa vocation de prévention. Elle a ainsi repensé son site internet en y proposant notamment des leçons spécifiques sur les substances et méthodes interdites qui s'adressent à des élèves du secondaire et qui seront proposées, dès la mi-mars, aux écoles partenaires de Swiss Olympic.

L'instance a également réalisé en 2010 une enquête auprès d'athlètes suisses de haut niveau. Elle avait pour but d'évaluer la qualité des contrôles effectués par Antidoping Suisse ainsi que d'apprécier de manière globale la politique antidopage dans le pays.

Si l'organe se montre satisfait des résultats de étude, il a pris conscience que des améliorations sont tout de même nécessaires. "Elles concernent notamment les premières informations communiquées aux athlètes par le personnel de contrôle, lors de la convocation au contrôle, ainsi que de l'application conséquente des règles sur le plan international", précise le communiqué. Antidoping Suisse s'engage ainsi à intégrer ces critiques dans la formation de son personnel ainsi que lors de ses futures discussions menées avec ses partenaires internationaux.

En Suisse, le dopage est souvent de type récréatif, comme la consommation de cannabis.

Nouvelle loi, nouvelles tâches

Antidoping Suisse s'attend finalement à un surcroît de travail d'ici peu, avec la probable entrée en force de la nouvelle loi fédérale sur l'encouragement du sport, qui devrait être adoptées par les Chambres cet été et être effective en 2012. L'association devra notamment oeuvrer en étroite collaboration avec les services des Douanes, de Police et les autorités en charge des instructions.

L'instance a du reste déjà procédé à des adaptations structurelles et organisationnelles, en créant notamment un service "Contrôles et Enquêtes". "La loi nous permettra une collaboration plus étroite avec les autorités publiques, ce qui nous fera avancer passablement dans la lutte contre le dopage", prévoit Mme Schmidhauser.

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

DE NOUVEAUX TESTS PREVUS PAR L'AMA

Cyclism'Actu - 20/04/2011

Pour amplifier la lutte contre le dopage, une étude a été faite durant les six dernières années. Elle démontre que les athlètes qui ont eu recours à des transfusions sanguines présentent des niveaux élevés de plastique dans le sang. Avant de modifier le code d'antidopage, les scientifiques des différents laboratoires ont réalisé plusieurs expériences : "Nous essayons de voir si nous obtenons les mêmes résultats dans deux laboratoires différents", explique le scientifique Norbert Baume à l'Associated Press.

Leur principal objectif est de trouver un seuil à ne pas dépasser concernant la concentration de plastique dans le sang, car il est possible aussi de se contaminer avec l'environnement ou encore l'alimentation. Tout cette recherche a certainement débuté suite à la découverte d'une forte concentration de plastique dans les échantillons d'Alberto Contador, les mêmes où on avait trouvé les traces de clenbutérol.

De toute manière, ce serait forcément une avancée pour la lutte contre le dopage, en tout cas c'est ce que pense David Howman, le président de l'Agence Mondiale d'Antidopage qui trouve ces tests "fiables".

DOPAGE: L'ESPAGNOLE MARTA DOMINGUEZ EN PARTIE BLANCHIE

AFP - 20/04/2011

MADRID — L'athlète espagnole Marta Dominguez a été blanchie mercredi de l'accusation de trafic de produits dopants, la justice ayant décidé de classer l'affaire, mais fait toujours l'objet d'une enquête pour avoir administré ce type de produits à un ami.

Une juge du Tribunal supérieur de justice de Madrid a décidé "le classement de l'enquête, uniquement sur ce qui concerne un délit supposé de (trafic de produits dopants) par Marta Dominguez", a annoncé le tribunal dans un communiqué.

Mais la jeune femme de 35 ans, championne du monde 2009 du 3000 m steeple, "reste toujours poursuivie par la justice pour un supposé délit fiscal et pour avoir fourni sans prescription médicale et administré un médicament à une personne de son entourage", a précisé le tribunal.

Selon un porte-parole de l'instance judiciaire interrogé par l'AFP, on ne sait pas encore si ce médicament est un produit dopant.

Dans un entretien publié en janvier, l'athlète espagnole affirmait avoir seulement conseillé un traitement à un "ami" athlète qui continuait de souffrir d'une blessure, un traitement "autorisé".

"Je l'ai accompagné pendant les dix jours de traitement", où le produit (Fortecortin) est administré par électrodes, disait-elle, expliquant qu'elle "aidait (son) ami à ajuster le bandage" sur les électrodes.

Marta Dominguez, qui est enceinte, avait été interpellée le 9 décembre, avec 13 autres personnes, des athlètes, entraîneurs et médecins, dans le cadre de l'opération antidopage "Galgo".

Six de ces personnes, dont son entraîneur Cesar Perez, ont été inculpées le 12 décembre de "délict contre la santé publique" et "trafic de substances stupéfiantes".

Parmi ces six personnes se trouve le docteur Eufemiano Fuentes, un médecin au coeur d'une importante opération antidopage menée en 2006 en Espagne, principalement dans les milieux du cyclisme, l'opération Puerto.

Marta Dominguez a été suspendue le 10 décembre de ses fonctions de vice-présidente de la Fédération espagnole d'athlétisme, dans l'attente des résultats de l'enquête.

EN SUISSE, LA LUTTE ANTIDOPAGE MARQUE DES POINTS

swissinfo.ch - 21/04/2011

Antidoping Suisse, l'agence nationale de lutte contre le dopage, a réalisé un nombre record de contrôles en 2010. Si la lutte contre les tricheurs reste un défi colossal, la Suisse se profile désormais comme un élève modèle. En matière de recherche et de prévention également.

Après une mise en route tardive et semée d'embûches, Antidoping Suisse, l'agence nationale de lutte contre le dopage, semble sur les bons rails. Lundi, elle a tenu à Berne la troisième conférence de presse de sa jeune histoire.

Dotée d'un budget d'un million de francs supplémentaires, finalement accordé par le Parlement après un premier refus en 2008, Antidoping Suisse a pu pour la première fois réaliser des tests sanguins en 2010.

«La mise en marche n'a pas été facile car il a fallu débaucher du personnel qualifié. Les contrôles de sang sont très coûteux et nécessitent une logistique totalement séparée des contrôles urinaires. Mais, au final, ce fut une réussite, puisque nous avons pu augmenter le nombre de contrôles de près de 50%», souligne Matthias Kamber, le directeur de l'agence.

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

Cet accroissement du nombre de contrôles coïncide paradoxalement avec une diminution de plus de moitié des cas positifs enregistrés. «Je n'ose pas pour autant affirmer que le sport suisse est devenu plus propre, mais je l'espère», nuance Matthias Kamber.

La nouvelle loi sur l'encouragement du sport, qui devrait entrer en vigueur en 2012, doit également participer au renforcement de la lutte antidopage. «Nous souhaitons ardemment que les deux Chambres arrivent à régler leurs divergences lors de la session d'été. Car cette loi nous permettra d'échanger nos informations avec les services de douane et de police et de mieux combattre le trafic», affirme Corinne Schmidhauser, présidente du conseil de fondation d'Antidoping Suisse.

La guerre à la nicotine

En matière de recherche, Antidoping Suisse peut s'appuyer sur un partenaire de choix: le laboratoire d'analyse du dopage de Lausanne (LAD). Parmi ses axes de recherche actuels, celui de l'utilisation de la nicotine dans le sport fait toujours figure de priorité. En cause, la consommation de snus, cette poudre à chiquer qui possède à la fois des propriétés stimulantes et relaxantes.

Le LAD a récemment analysé plus de 2000 échantillons provenant de 30 sports. Les résultats sont en cours de validation, mais les responsables du LAD font déjà part de leur inquiétude. «Nous avons constaté que la prise de nicotine parmi les sportifs était supérieure à la moyenne observée dans la population suisse (environ 25%). Le tabac fumé présentant des désagréments pour la pratique sportive, cela nous fait penser que la nicotine sous sa forme non fumée est largement utilisée, et pas seulement dans le hockey sur glace», affirme Norbert Baume, responsable opérationnel du laboratoire.

Hormis son effet stimulant proche de celui des amphétamines, le snus produit une addiction très rapide. Et ses effets sur la santé ne sont pas aussi inoffensifs que l'industrie du tabac le prétend, souligne Norbert Baume. «Nous souhaiterions inclure la nicotine sur la liste des substances interdites de l'AMA, du moins dans le cadre du 'monitoring program'. Mais, tout comme pour le cannabis, il est très difficile de distinguer entre l'utilisation qui est faite à but récréatif ou au titre d'amélioration des performances», concède Norbert Baume.

La chasse aux plastifiants

Autre cheval de bataille du LAD, celui de la détection des plastifiants (phtalates) dans l'urine. Un sujet d'actualité brûlant, suite à la révélation de la présence de résidus tel qu'on les retrouve dans les poches en plastique pouvant servir aux transfusions sanguines dans les urines de l'Espagnol Alberto Contador lors du dernier Tour de France.

«Depuis environ un mois, nous sommes capables de détecter les phtalates dans l'urine. Ce n'est pas une preuve directe de dopage mais une information additionnelle en cas de suspicion. Ces plastifiants sont utilisés dans des seringues, des poches de transfusion mais aussi des emballages de nourriture et migrent facilement dans le sang. Nous avons besoin de procéder à des études plus approfondies pour affiner nos résultats», explique Norbert Baume.

L'amélioration du passeport biologique, «un produit maison», comme le rappelle Norbert Baume, ainsi que le développement d'un passeport stéroïdien et endocrinologique, qui doit permettre de mieux détecter la prise d'hormones de croissance, figurent parmi les autres priorités du LAD.

Un programme modèle

Si le resserrement des mailles du filet est nécessaire, le travail doit également se faire en amont. «Les contrôles constituent certes un pilier central de la lutte contre le dopage, mais il faut également mieux prévenir et éduquer», plaide Matthias Kamber. Parmi les actions entreprises, celle de Clean Water fait office de modèle. Mise en place conjointement avec la Fédération suisse de natation, le projet vise à accompagner un groupe de 7 à 8 nageurs jusqu'aux JO de Londres en 2012.

Des contrôles réguliers permettent d'établir des profils individuels (stéroïdiens et sanguins) qui attestent de la probité des athlètes. Un suivi serré qui aurait de multiples vertus, selon Martina Van Berkel, l'une des nageuses participant volontairement au programme: «Ces contrôles médicaux permettent de mieux connaître notre organisme et de détecter d'éventuelles irrégularités. De plus, ça permet de prouver à mes sponsors que je suis réellement propre».

En comparaison internationale, la Suisse fait figure de pionnière: «Le passeport biologique (sanguin) n'est pas encore utilisé dans la natation et nous le regrettons. Nous sommes en avance sur la Fédération internationale, soutient Steffen Liess, chef des performances de la Fédération suisse. A moyen terme, ce projet-pilote doit devenir une évidence pour tous les athlètes de haut niveau».

LA SUEDE LANCE UNE NOUVELLE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE L'ALCOOL ET LA DROGUE

Quotidien du Peuple – 21/04/11

Le gouvernement suédois a lancé mardi une nouvelle stratégie globale pour lutter à la fois contre l'alcool, la drogue, le dopage et le tabac.

« L'objectif global est de débarrasser la société suédoise des drogues et du dopage ainsi que de réduire les dégâts

REVUE DE PRESSE du 21 avril 2011

pour la santé et la société causés par l'alcool et le tabac", a déclaré dans un communiqué la ministre suédoise de l'Enfance et des Personnes âgées Maria Larsson.

L'objectif est de lutter contre le problème global causé par la consommation d'alcool, de drogues, du dopage et du tabac.

Les statistiques montrent que 15 % du fardeau des maladies en Suède est dû à des effets nocifs qui peuvent être associés à la consommation d'alcool, de drogue, de produits dopants et du tabac.

Cette stratégie est prévue pour la période 2011-2015 et a été adoptée par le Parlement en fin mars de cette année.

Le gouvernement investira chaque année 260 millions de couronnes suédoises (environ 40 millions de dollars) pour soutenir par exemple les parents d'enfants consommateurs de drogues ou les enfants victimes de mauvais traitements domestiques.

Les cibles et la structure de surveillance se décomposent en sept objectifs de long terme dont la protection de l'enfance et de la jeunesse, l'intervention précoce, le soin et le traitement ou encore des directives pour la coopération avec d'autres pays de l' UE et du monde.

« Des efforts continus sont nécessaires pour améliorer la coopération entre les différentes autorités et entre ces autorités et les organisations », a déclaré Mme Larsson.

Cette stratégie constituera un socle pour bâtir un système durable d'indicateurs permettant de suivre l'évolution des tendances et de servir de base pour évaluer les interventions au cours de la période de cette stratégie, a indiqué Mme Larsson.